

Enseignement et société

La formation à l'interculturel doit être bonifiée

Les enseignants sont sur la première ligne d'intervention en matière d'interculturalisme, souligne Fasal Kanouté

Plus de 40 % des élèves des écoles publiques de Montréal viennent de familles immigrantes et près de 38 % n'ont ni le français ni l'anglais comme langue maternelle. L'enseignant dont la fonction vise le développement cognitif, affectif et socio-culturel de l'élève fait donc face à un défi de taille auquel il n'est pas toujours préparé, celui de la diversité culturelle.

« Chaque enseignant a ses propres tâches où l'important est la matière à enseigner. Même s'ils ne peuvent avoir toutes les compétences, les enseignants doivent être conscients qu'ils sont sur la première ligne en ce qui concerne la prise en compte de la diversité ethnoculturelle », souligne Fasal Kanouté, professeure au Département de psychopédagogie et d'andragogie.

Aussi membre du Comité sur la diversité culturelle de l'UdeM, M^{me} Kanouté était l'invitée, le 14 mars, de la Chaire de recherche du Canada sur l'éducation et les rapports ethniques, où elle a entre-

tenu son auditoire des enjeux et des défis de l'interculturalisme.

Défaut d'intégration

La professeure, qui a remporté l'année dernière l'un des prix d'excellence en enseignement de l'Université, se préoccupe particulièrement de la formation que reçoivent les futurs enseignants pour faire face à la diversité ethnoculturelle. Une étude exploratoire qu'elle a effectuée auprès d'étudiants en formation des maîtres a révélé un problème d'intégration des objectifs sur ce plan.

À partir du « référentiel de compétences professionnelles » produit par le gouvernement du Québec pour les besoins de la formation des maîtres, M^{me} Kanouté a tiré sept composantes pouvant être liées au pluralisme culturel et a demandé aux étudiants d'en évaluer la pertinence pour leur formation. Ces énoncés évoquent, par exemple, la nécessité de reconnaître la diversité ethnoculturelle de la société, de transformer la classe en un lieu culturel ouvert à la pluralité ou encore d'éviter toute forme de discrimination.

Le taux moyen de pertinence accordé aux énoncés est très élevé et dépasse quatre points sur une échelle de cinq. Les étudiants avaient également à désigner les lieux où ces référentiels étaient pris en charge et c'est ici que ça se gâte : ils n'ont mentionné que les cours sans jamais parler des stages ni des séminaires de préparation.

« Nous avons un problème, déclare Fasal Kanouté. Les stages,



L'enseignant doit prendre conscience qu'il est lui-même porteur de culture, pour ensuite « objectiver son système de références », rappelle Fasal Kanouté.

c'est le lieu de la vraie vie et les étudiants ne perçoivent pas que l'interculturel fait partie de ce qu'ils ont à mettre en pratique. »

Selon la professeure, les mesures visant l'interculturel font bel et bien partie des objectifs des stages ; si les étudiants ne les perçoivent pas, c'est qu'il y a un manque d'intégration et c'est particulièrement sur ce point que la formation des maîtres pourrait être bonifiée. M^{me} Kanouté a d'ailleurs commencé à rencontrer les superviseurs de stages à l'Université et dans les écoles afin d'assurer la continuité des objectifs entre les cours et les stages.

La professeure estime en outre que les référentiels ministériels devraient être rendus plus explicites. « On ne fait jamais explicitement

mention des rapports de pouvoir inégaux, par exemple, ni du racisme, qui n'est pas n'importe quelle sorte de discrimination, déplore-t-elle. Il faudra inviter les responsables de ces énoncés à les rendre plus précis sur ces aspects. »

La décentration

Dans un ouvrage collectif paru récemment et qu'elle a codirigé avec Claudie Solar (*Questions d'équité en éducation et formation*, Éditions Nouvelles, 2007), Fasal Kanouté défend l'approche de la pédagogie différenciée pour mieux tenir compte des divers contextes culturels d'apprentissage et des cadres de la vie familiale. Cela fait même partie de la réforme scolaire, dont les directives enjoignent les écoles à « offrir à

chaque élève un environnement éducatif adapté à ses intérêts, à ses aptitudes et à ses besoins ».

Est-ce à dire que l'école n'a pas à être le creuset d'une culture commune ? « La reconnaissance de la légitimité de la diversité nécessite dans les politiques et dans les pratiques institutionnelles, indique la chercheuse. Il faut viser des rapports culturels égaux tout en se préoccupant d'une centralité qui n'est pas seulement le fait du groupe majoritaire. »

Au Québec, la centralité culturelle est difficile à cerner, reconnaît-elle. En quête de consensus, on serait réduit à se rabattre sur la notion d'égalité contenue dans les chartes et sur le français comme langue de communication.

Dans la tension entre la centralité et la diversité, l'enseignant doit prendre conscience qu'il est lui-même « porteur de culture » pour ensuite « se décentrer », c'est-à-dire « objectiver son système de références afin de pouvoir admettre d'autres perspectives ». « La compétence en interculturel oblige à travailler sur soi », fait remarquer Fasal Kanouté.

La compétence à acquérir n'est pas une mince affaire. Malgré la diversité des schémas de référence à respecter et la décentralisation à atteindre, l'enseignant devrait pouvoir parvenir à interpréter le monde de façon que « chaque élève puisse idéalement se reconnaître dans cette interprétation ». Tout un contrat !

Daniel Baril

**ÉTUDIANTS EN GÉNIE,
COUREZ LA CHANCE DE GAGNER
L'UN DES DEUX PRIX DE 2500 \$
EN PARTICIPANT AU CONCOURS
DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
DES INGÉNIEURS DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.**

**FUTUR INGÉNIEUR,
AS-TU LA TÊTE DE L'EMPLOI ?**

**SI TU AS LES MOYENS DE PERDRE
1 MILLION \$ EN TRAVAILLANT 30 ANS
POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC...**

ALORS LE CHAPEAU TE FAIT, METS-LE !

**VA SUR :
WWW.CONCOURS-APIGQ.COM**

Association professionnelle des ingénieurs
APIGQ
du Gouvernement du Québec